le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 31 octobre 2020 N° 469 PRIX : 0,60 Euro

Côte d'Ivoire

Ils sont tous dans le camp des exploiteurs !

Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial
Ils sont tous dans le camp des exploiteurs !

Pages 2 à 7 : **Côte d'Ivoire**
- Aux travailleuses et aux travailleurs de toutes les nationalités et de toutes les ethnies.
- Alliances politiques et calculs électoraux depuis le multipartisme.
- Abidjan à la veille des élections …
- Non à la répression contre les grévistes !
- Des travailleurs en grève contre les licenciements.

Page 7 : **Mali**
- Un gouvernement incapable de venir au secours des villageois.

Page 8 **: Sénégal**
- La misère s'aggrave et pousse de plus en plus de jeunes à quitter le pays.

Pages 9 : **Madagascar**
- Le capitalisme dans toute son horreur

Page 10 : **France**
- «Séparatisme» : contre la démagogie de Macron, une seule classe ouvrière

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

CÔTE D'IVOIRE : ILS SONT TOUS DANS LE CAMP DES EXPLOITEURS !

Du fait du désistement de ses principaux adversaires, la réélection de Ouattara ne sera une surprise pour personne, même si dans de nombreux endroits les bureaux de vote sont restés fermés à cause des incidents provoqués par les partisans du boycott. Il y a eu des affrontements parfois violents avec les forces de l'ordre et on déplore déjà des morts et des blessés rien que durant les premières heures de l'ouverture du scrutin. La question est maintenant de savoir ce qui va se passer dans les prochains jours, notamment après la proclamation officielle des résultats. La crainte d'une flambée de violence est d'autant plus grande que depuis 1990 chaque élection présidentielle est jonchée de cadavres, les conflits ethniques et xénophobes sont exacerbés.

Tout cela n'a pourtant pas empêché le ministre des Affaires étrangères, Ally Coulibaly d'annoncer au corps diplomatique le 14 octobre que « l'élection présidentielle du 31 octobre (…) se déroulera dans d'excellentes conditions ». Ainsi, la vingtaine de morts lors des affrontements à caractère ethnique ou « communautaire » qui ont eu lieu à peine un mois plus tôt, est déjà jetée aux oubliettes ! Et comme on pouvait s'y attendre, le 16 octobre, deux jours après cette déclaration, éclate un conflit entre Agni et Malinké, cette fois-ci à Bongouanou. Il y a eu 3 morts et une quinzaine de blessés. Quelques jours après, ce fut au tour de Dabou, avec cette fois encore plus de quinze morts et plusieurs dizaines de blessés.

Toutes ces tueries n'ont pas empêché Ouattara de déclarer le 27 octobre que « les conflits liés à cette élection sont maintenant derrière nous » grâce au déploiement de 35 000 éléments des forces de l'ordre qu'il a fièrement qualifiées d'armée « républicaine ». Rappelons que cette armée est constituée d'ex-Fds de Gbagbo auxquelles se sont ajoutées de façon massive les forces rebelles de Guillaume Soro et les milices armées qui ont porté Ouattara au pouvoir. Ces différentes forces armées se sont surtout illustrées il y a quelques années dans des tueries et des exactions envers les populations pauvres !

Ouattara s'apprête peut-être à fêter sa victoire mais qu'il ne se réjouisse pas trop tôt car avant lui, Robert Guéi puis Gbagbo prétendaient aussi avoir gagné les élections mais cela ne les a pas empêché d'être balayés. Et n'oublions surtout pas que l'histoire récente de ce pays a

montré que le mot de la fin revient toujours à l'impérialisme français, leur maître à tous. C'est lui qui choisit en dernier ressort l'homme politique le plus crédible pour défendre ses intérêts dans ce pays qui fait partie de son pré carré. Ce qui lui importe le plus c'est que ses entreprises capitalistes installées dans la région continuent à faire du profit en exploitant les travailleurs et les petits paysans.

Voilà pourquoi, les travailleurs, tous les travailleurs, au-delà de leur diversité nationale, ethnique ou religieuse, doivent se méfier de tous ces politiciens qui veulent diriger le pays. Quelle que soit l'équipe qui arrivera finalement au pouvoir, elle mènera inexorablement une politique favorable à la classe capitaliste. Les travailleurs, quant à eux, n'auront, pour améliorer leurs conditions de vie, que ce qu'ils seront capables d'arracher par leurs luttes collectives en ayant conscience que toute division entre eux ne fera que les affaiblir face à leurs exploiteurs et leurs oppresseurs.

Côte d'Ivoire

Nous reproduisons ci-dessous un tract daté du 6 octobre 2020 diffusé par nos camarades militant en Côte d'Ivoire

AUX TRAVAILLEUSES ET AUX TRAVAILLEURS DE TOUTES LES NATIONALITÉS ET DE TOUTES LES ETHNIES

Que vous soyez en activité, au chômage ou à la retraite, nous nous adressons particulièrement à vous en cette période de campagne électorale où les politiciens de tout bord veulent nous diviser pour parvenir au pouvoir ou pour le conserver.

L'élection présidentielle n'a pas encore eu lieu mais elle a déjà fait plusieurs victimes. Cela ne présage rien de bon pour les jours et les semaines à venir. Ceux d'entre nous qui ont vécu les évènements dramatiques de 2010 savent, ô combien, que les choses peuvent aller en s'empirant car les politiciens en compétition sont capables de nous entraîner dans une barbarie. Les propos nauséabonds à caractère ethnique, xénophobe ou nationaliste, qu'ils propagent sont de véritables poisons qui finissent tôt ou tard par se traduire en actes ! Cela se répète à chaque élection depuis les années 1990.

Ne cherchons pas les victimes ailleurs! Ce sont nous les pauvres, toutes ethnies et toutes origines confondues !

Voilà pourquoi nous avons toutes les raisons de nous opposer à la propagation de ce poison et de refuser de nous laisser entraîner dans le sillage des politiciens en lutte pour le pouvoir et pour les privilèges. Nous n'avons rien à gagner dans ce jeu de dupe. Ces gens-là se moquent de nos conditions d'existence qui ne cessent de se dégrader d'année en année, de nos petits salaires qui n'évoluent pas, de la cherté de la vie qui grignote le peu que nous gagnons, du chômage et de l'insécurité de l'emploi qui permettent à nos employeurs de nous exploiter davantage.

Leur lutte pour le pouvoir

C'est avec la mort d'Houphouët Boigny en 1993, qu'a commencé cette lutte pour le pouvoir entre les différents protagonistes, dont Bédié, Ouattara et Gbagbo.

Bédié, pour écarter son principal rival Ouattara, lança le poison de « *l'ivoirité* ». Plus tard, Gbagbo reprit ce même poison à son compte pour les mêmes raisons que Bédié.

Mais les conséquences, ce ne sont pas les Ouattara, ni les Bédié, ni les Gbagbo, ni les capitalistes qui les subissent ! C'est avec

le sang des autres qu'ils se battent. Les populations pauvres ont déjà payé chèrement cela lors des massacres interethniques perpétrés par des milices interposées. Il y a eu des milliers de morts et de blessés, des centaines de milliers de déplacés. Les cicatrices sont toujours là et il suffit de pas grand-chose pour les raviver et créer peut-être de nouveaux massacres.

Nous avons autre chose à faire que d'aller verser encore notre sang pour ces gens qui se disputent le pouvoir pour assouvir leurs ambitions personnelles et qui sont capables de toutes sortes de compromis, y compris de faire le contraire de ce qu'ils ont dit la veille.

Des alliances se font et se défont

Ainsi, à l'élection présidentielle de 1995, le Rdr de Ouattara et le Fpi de Gbagbo s'unissent contre le Pdci, pour boycotter l'élection de 1995.

Ensuite, à l'élection présidentielle de 2000, ce sont Gbagbo et Robert Guéi qui s'entendent pour écarter les candidatures de Ouattara et de Bédié, avant que Gbagbo ne chasse Guéi lui-même du pouvoir.

En 2001, c'est l'apothéose ! Robert Guéi, Alassane Ouattara, Henri Konan Bédié et Laurent Gbagbo, se congratulent et se font des accolades lors du « *Forum de réconciliation nationale* ».

Mais en 2005, les alliances changent de nouveau. Cette fois-ci, les ennemis d'hier, Ouattara et Bédié, s'allient au sein d'un nouveau parti, le Rhdp, pour contrer Gbagbo alors au pouvoir. En 2010, Bédié appelle même à voter Ouattara contre Gbagbo.

Et nous voilà maintenant en 2020, nouveau changement ! Ce sont maintenant Bédié et Gbagbo qui s'allient contre Ouattara.

Ils font partie du même monde des riches et des exploiteurs

Comme on le voit, ce qui guide la politique de ces gens-là c'est leurs intérêts du moment, y compris les Soro Guillaume et leurs semblables. Cependant, rien de fondamental ne les différencie. Ils sont tous au service de la bourgeoisie, classe dont ils font partie eux-mêmes. Ils vivent en sécurité dans les quartiers chics, se fréquentent et se côtoient dans les mêmes cliniques, restaurants et hôtels pour riches ; leurs enfants étudient dans les mêmes écoles ou bien sont envoyés à l'étranger.

Alors que dans nos quartiers pauvres, c'est souvent le règne de la misère et de l'insécurité. Quand arrivent les élections, nous vivons sous la menace des exactions et de nouveaux massacres que peuvent commettre des milices armées agissant pour le compte des concurrents en lutte pour le pouvoir.

Alors, ne laissons pas une nouvelle fois la division et la haine s'installer. il y va de l'intérêt de tous les travailleurs

L'union et l'entente entre les travailleurs, c'est un bien précieux qu'il faut absolument préserver. Autrement, la peur et la crainte finiront par pourrir encore plus notre existence déjà difficile.

Toute nouvelle division au sein des travailleurs renforce inévitablement le camp de la bourgeoisie capitaliste qui nous exploite.

Préparons la défense de nos intérêts en tant que travailleurs

Voilà pourquoi la voix des travailleurs doit se faire entendre dans les zones industrielles, les docs, les bureaux, les chantiers, les hôpitaux et dans nos quartiers. C'est tous ensemble que nous pourrons défendre nos intérêts face à nos exploiteurs. Personne, ni aucun gouvernement ne le fera à notre place. Ces gens qui se disputent le pouvoir sont avant tout au service des exploiteurs ; ce sont les ennemis de la classe ouvrière.

ALLIANCES POLITIQUES ET CALCULS ÉLECTORAUX DEPUIS LE MULTIPARTISME

De gauche à droite, Ouattara, Gbagbo, Soro, Bédié

La Côte d'Ivoire, comme la plupart des pays d'Afrique noire francophone, est restée un pays de parti unique depuis son indépendance jusqu'à 1990. Cette année-là, François Mitterrand, alors président de la France, convoque les dirigeants des anciennes colonies françaises d'Afrique à une conférence en France, dans la petite ville de La Baule. À cette rencontre, le président français intime l'ordre à ses hôtes de s'ouvrir au multipartisme. Des mouvements de contestation secouaient alors nombre de pays d'Afrique et il fallait accorder quelques libertés pour faire tomber la pression.

C'est ainsi qu'en plus du PDCI-RDA, en cette année 1990, d'autres partis, dont le Front Populaire Ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo, vont fleurir le paysage politique du pays. C'est dans la même année que Ouattara est nommé au poste de 1er ministre par Houphouet Boigny. À la mort de ce dernier en 1993, se pose la question de sa succession.

Des frictions vont naitre entre Bédié alors « dauphin constitutionnel » et Allassane Ouattara. Bédié obtient l'appui de la France et devient président ; il écarte du PDCI les partisans de Ouattara. Ceux-ci, menés par Djeny Kobena, vont créer en 1994 un parti de transfuges du PDCI, le Rassemblement des Républicains (RDR). Ce sont ces trois partis qui jouent depuis lors le premier rôle sur la scène politique ivoirienne par le jeu des alliances qu'ils font et défont.

Du front républicain de 1995 au coup d'État de Robert Guéi

Bédié une fois au pouvoir, va tout faire pour s'y visser. Il fait voter entre autres, une nouvelle constitution pour disqualifier Ouattara à l'élection présidentielle de 1995. Le FPI et le RDR de Ouattara se regroupent au sein du « front républicain » pour déboulonner Bédié de la présidence de la république. Ensemble, ils organisent des meetings et des marches pour boycotter les élections. Mais à l'approche de l'année 2000 et d'une nouvelle élection présidentielle, le front républicain a commencé à prendre l'eau. Aussi l'opposition entre PDCI-FPI-RDR a fait monter la tension sociale et cela va aboutir au coup d'État de Robert Guéi en décembre 1999 qui va évincer Bédié et le forcer à l'exil.

Une fois le PDCI et Bédié écartés, commence alors entre les deux anciens alliés du front républicain, le FPI et le RDR, une lutte acharnée pour la conquête du pouvoir. Après l'arrivée au pouvoir de Gbagbo en 2000, cette lutte va se transformer en rébellion armée à partir de 2002.

Alliance Bédié-Ouattara contre Gbagbo au sein du RHDP

Cette rébellion aboutit à la division du pays en deux parties. Cependant, ni le RDR, ni le PDCI pris séparément, n'étaient en mesure d'évincer Gbagbo. En 2005, c'est-à-dire à la fin du mandat présidentiel, celui-ci n'organise pas d'élection arguant de la scission du pays. Les frères ennemis du PDCI et du RDR se coalisent pour former le RHDP incluant la rébellion armée qui contrôle le Nord du pays. Cette coalition va profiter des élections de 2010 pour chasser le FPI du

pouvoir avec l'appui de l'armée française. La crise dite post-électorale a fait officiellement plus de 3 000 morts auxquels il faut ajouter des centaines de milliers de réfugiés.

Alliance Gbagbo-Bédié contre Ouattara en 2020

Après avoir effectué deux mandats présidentiels, Ouattara décide d'en faire un troisième en 2020 mais ses anciens alliés, Bédié et Soro n'en veulent pas. Du coup, ils ont déserté le RHDP pour mettre sur pied une nouvelle coalition avec leurs anciens rivaux du FPI. Ils ont appelé au boycott de l'élection présidentielle qui vient d'avoir lieu. Ouattara s'apprête à célébrer sa victoire mais beaucoup de gens ont en mémoire la crise post-électorale de 2010 et les affrontements violents qui ont fait tant de victimes.

En effet, ces politiciens assoiffés de pouvoir sont capables des pires bassesses pour parvenir à leurs fins. Ils peuvent de nouveau jeter les populations les unes contre les autres. L'histoire des trente dernières années est assez éloquente dans ce sens. Les tout derniers évènements qui viennent d'avoir lieu à Daoukro, Bonoua, Divo, Abengourou, Dabou, Yamoussoukro, pour ne citer que ceux-là, n'augurent rien de bon pour les populations pauvres car ce sont elles qui au final vont payer au prix fort les conséquences des actions criminelles des clans en compétition pour le pouvoir.

Côte d'Ivoire

ABIDJAN À LA VEILLE DES ÉLECTIONS LES HABITANTS FONT DES PROVISIONS POUR SE BARRICADER

À l'approche des élections, une psychose s'est emparée de la capitale économique, d'autant plus que des affrontements ont déjà fait des dizaines de morts dans différentes villes de l'intérieur. Les gens craignent de revivre les événements de 2010-2011. Du coup, des milliers de personnes ont fui la ville pour se mettre à l'abri. Ceux qui sont quand même restés ont pris d'assaut les marchés et les super marchés pour faire des provisions dans la mesure de leurs moyens. L'afflux subit de clients a fait que les commerçants ont augmenté les prix des denrées. Dans certains quartiers les bouteilles de gaz commencent à manquer.

Malgré cette situation, des patrons n'ont pas trouvé bon d'anticiper la paie de leurs employés, ce qui fait que ces derniers ont été obligés de s'endetter pour faire des provisions.

Ce samedi 31 octobre 2020, jour d'élection, Abidjan ressemble à une ville à moitié réveillée. Tous réduisent les déplacements au strict nécessaire et observent de loin les choses. Combien de temps va durer cette situation, nul ne saurait le dire. Les gens ont bien raison de craindre le pire car ils n'ont pas envie de vivre sous la coupe des bandes armées.

NON À LA RÉPRESSION CONTRE LES GRÉVISTES !

Medlog Côte d'Ivoire est une filiale de la multinationale MSC spécialisée dans le transport maritime, basée au port autonome d'Abidjan.

Les employés de cette entreprise, chauffeurs de camions, mécaniciens, techniciens et autres, sont en grève illimitée depuis le jeudi 8 octobre 2020. Ils réclament entre autres une augmentation de salaire de 25% pour tous, de meilleures conditions de travail, l'uniformisation des salaires en fonction des postes de travail, des primes de risques, la réintégration du secrétaire général de leur syndicat licencié sans raison, la liberté d'adhérer au syndicat de leur choix

et d'exercer leurs droits syndicaux en toute liberté, etc. Ils ont manifesté bruyamment devant la direction pour se faire entendre. Celle-ci a fait venir les forces de l'ordre qui ne se sont pas fait prier pour réprimer les travailleurs. Elles ont fait usage de gaz lacrymogène et ont arrêté et jeté six manifestants en prison.

C'est ainsi que patronat et gouvernement montrent leur complicité face aux revendications des travailleurs. Ce faisant, ils montrent aussi à l'ensemble de la classe ouvrière de ce pays qu'elle a besoin d'unir ses forces pour être en mesure d'imposer ses revendications.

Côte d'Ivoire

DES TRAVAILLEURS EN GRÈVE CONTRE LES LICENCIEMENTS

La CDCI est une entreprise de distribution qui possède une chaîne de supermarchés sur le territoire ivoirien. Ses employés ont observé une semaine de grève qui a démarré le 16 octobre dernier. Ils réclament entre autres l'annulation pure et simple de la procédure de licenciement en cours à l'encontre de certains de leurs collègues, la réduction du temps de travail en magasin dépassant 44 heures par semaine, une augmentation de salaire et le paiement d'une prime liée à la COVID-19, etc.

Malgré des menaces et autres intimidations, les travailleurs ont tenu une semaine durant laquelle les supermarchés de cette chaîne ont fermé leurs portes partout dans le pays.

Ils ont repris le travail même si tous les problèmes ne sont pas réglés mais par leur grève, ils ont démontré que sans eux rien ne peut fonctionner et ils comptent se servir de cette force collective pour leurs prochaines luttes.

Mali

UN GOUVERNEMENT INCAPABLE DE VENIR AU SECOURS DES VILLAGEOIS

Le 6 octobre dernier, Farabougou, un village de 3000 habitants situé à environ 400 kilomètres au nord de Bamako a subi une attaque d'un groupe d'hommes armés présentés comme des jihadistes. Les assaillants ont enlevé une vingtaine de personnes et ont ensuite pris position aux abords du village, bloquant toutes les voies d'accès. Quelques jours après, cinq villageois qui rentraient chez eux ont été tués.

Durant deux semaines le village a été coupé du pays. Les habitants ne pouvaient plus aller aux champs ni recevoir des denrées de l'extérieur puisqu'aucun véhicule ne pouvait y entrer. Les appels au secours que les villageois ont lancé aux autorités de l'État sont restés sans réponse. Cela a créé un émoi au sein de la population, notamment à Bamako. Certains ne comprenaient pas pourquoi les militaires qui venaient de prendre le pouvoir à Bamako, n'intervenaient pas pour libérer les villageois tenus en otage par un petit groupe armé.

Environ une semaine après les faits, les autorités militaires ont fini par annoncer qu'elles allaient « *débloquer rapidement la situation* » par l'envoi d'un contingent baptisé « *opération Farabougoukalafia* » (ramener la paix à Farabougou, en bambara). Néanmoins, les villageois n'ont pu être libérés que le 22 octobre, soit deux semaines après le début de leur calvaire. Quelques jours avant d'être libérés, les villageois n'ont reçu comme soutient de l'armée que

deux malheureux sac de riz et quelques sachets de pâtes alimentaires qu'un hélicoptère a largué à la va-vite. Ce qui a fait dire à certains qu'avec une telle quantité de riz il y en avait à peine l'équivalent de la contenance d'un petit verre de thé par personne.

Cela n'a pas empêché le vice-président de la transition, le colonel Assimi Goïta, de faire le déplacement à Farabougou et de se présenter comme le libérateur. Il a dit que la paix était revenue par une négociation avec les assaillants. Des hélicoptères de l'armée ont évacué quelques blessés vers la ville de Ségou.

Une semaine après cette prétendue paix, c'est le village de Dogofry, proche de Farabougou qui a fait l'objet d'une attaque. Une vingtaine de villageois ont été enlevés alors qu'ils faisaient des travaux dans leurs champs. L'armée dont une partie est encore présente à Farabougou, n'est pas intervenue. Les autorités parlent d'entamer des médiations avec les ravisseurs dont on ne connaît pas bien les revendications.

S'agit-il d'un conflit entre « chasseurs », pasteurs et agriculteurs ou de « présumés terroristes » ou « jihadistes » comme on peut parfois le lire dans la presse malienne ? Ce qui est sûr c'est que les villageois n'ont pas confiance en l'armée malienne pour les protéger car celle-ci est plus apte à les rançonner qu'à leur venir en aide.

Sénégal

LA MISÈRE S'AGGRAVE ET POUSSE DE PLUS EN PLUS DE JEUNES À QUITTER LE PAYS

Une pirogue remplie à ras-bord, transportant des passagers partant vers l'Europe en pleine nuit

Le 24 octobre dernier, une embarcation de fortune transportant environ 200 passagers a fait naufrage au large de la ville de Saint Louis, au Sénégal. Au moins 140 personnes sont mortes noyées selon l'OIM (Organisation internationale pour les migrations) qui a affirmé que c'est « le naufrage le plus meurtrier en 2020 ».

Cette embarcation avait quitté la ville de Mbour, située à 80 kilomètres de Dakar et transportait clandestinement des migrants vers les îles Canaries afin de rejoindre l'Europe. Mais un incendie s'est déclaré à bord de l'embarcation puis elle a chavirée.

Les autorités sénégalaises ont reconnu qu'il y a eu « *au moins dix morts et une soixantaine de personnes secourues* » mais les témoignages recueillis par l'OIM auprès des familles endeuillées ont montré que le gouvernement sénégalais a plutôt tendance à minimiser le nombre de morts sous prétexte qu'on n'a pas retrouvé les corps.

Ce drame, un de plus, a provoqué une forte émotion au sein de la population sénégalaise, notamment lorsque certains rescapés ont apporté leurs témoignages et expliqué les raisons qui les ont poussées à prendre le risque de la traversée de l'océan dans une embarcation aussi dangereuse. Ils ont expliqué que c'est la misère qui les pousse à partir car l'État sénégalais ne fait rien pour les aider et que même quand ils essaient de survivre en faisant du petit commerce le long des rues, ils sont harcelés et pourchassés par les autorités.

Au lieu de les aider en aménageant des sites appropriés pour qu'ils puissent faire du petit commerce, les autorités lo-

cales confisquent leurs marchandises. Dans ces conditions, dit l'un d'entre eux, il préfère risquer la mort en tentant la traversée de la mer plutôt que de continuer à souffrir en restant au pays.

Le président sénégalais Macky Sall a profité de ce moment d'émotion populaire pour verser quelques larmes de crocodile et promis de verser des aides aux familles endeuillées tout en désignant les « passeurs » comme responsables de cette forme d'émigration. Il prévoit de durcir les peines jusqu'à 15 ans d'emprisonnement pour les passeurs mais ce n'est pas cela qui va dissuader les gens de quitter le pays pour tenter de survivre en allant vers l'Europe ou ailleurs. Rien qu'entre le 7 et le 25 octobre, la marine sénégalaise, appuyée par la Guardia Civil espagnole, a intercepté cinq pirogues en partance pour l'Europe.

Si de plus en plus de personnes en détresse sont tentées de partir, c'est avant tout parce que la misère loin de diminuer, ne fait que s'aggraver dans le pays. Le chômage frappe de plus en plus de jeunes en âge de travailler. Même ceux qui ont la chance d'avoir un petit travail n'arrivent pas à faire vivre leurs familles car les salaires sont très bas et le peu qu'ils gagnent est grignoté par la hausse incessante du coût de la vie. Le prix des denrées, des loyers, du transport, de même les dépenses liées à la scolarisation des enfants ne cessent d'augmenter alors que les revenus des travailleurs, des petits paysans et des petits artisans ne suivent pas. C'est à ces problèmes-là qu'il faut apporter des réponses concrètes et non se contenter de donner des leçons de morale aux victimes de la misère afin de les dissuader de partir.

Les représentants du pouvoir disent qu'il n'y a pas assez d'argent dans les caisses de l'État pour créer suffisamment d'emplois pour les jeunes chômeurs mais il en a trouvé assez pour former un nouveau gouvernement avec un nombre pléthorique de 33 ministres et de 4 secrétaires d'État lors du remaniement du 1er novembre 2020. C'est une insulte de plus envers ceux qui croupissent dans la misère et qu'on abreuve de discours moralisateurs !

Le Sénégal est un pays pauvre qui, de surcroît, est frappé par la crise économique mondiale. Les richesses naturelles qu'il possède sont littéralement pillées par les grandes firmes capitalistes mondiales. C'est le cas par exemple de la pêche maritime, du pétrole ou du gaz naturel qui viennent d'être découverts au large des côtes, ou encore du phosphate. L'État sénégalais et la bourgeoisie locale prélèvent leur part de prébende dans ce pillage mais la majorité de la population n'en profite pas. C'est ainsi que fonctionne cette société capitaliste où une minorité de parasites amasse des fortunes au détriment du reste de l'humanité.

Madagascar

LE CAPITALISME DANS TOUTE SON HORREUR

La famine sévit dans le sud de Madagascar. Les images diffusées à la télévision sont terribles. Elles nous montrent des hommes, des femmes et des enfants amaigris par une famine qui les ronge depuis des mois, abandonnés à leur sort par les autorités malgaches.

La sécheresse qui dure depuis plusieurs années dans cette région a certes contribué à une baisse dramatique de la production agricole, mais elle n'est pas seule responsable de cette famine et des morts qui affectent en premier lieu les plus faibles, les enfants et les personnes âgées.

Madagascar est dirigé par des hommes d'affaires qui ont fait fortune en pillant les caisses de l'État, en exploitant des travailleurs payés avec des salaires de misère. Ces

hommes d'affaires ne sont gouvernés que par une obsession : l'appât du gain. Toute l'économie malgache est dirigée et orientée vers le développement du profit et une surrémunération du capital. Les investissements utiles et indispensables à la population ne figurent que dans les discours électoraux des différents candidats à la présidence de la république, sans qu'aucune de ces promesses ne voient le début d'une réalisation. Les logements manquent ou sont tellement rudimentaires qu'ils sont emportés au moindre cyclone, la majorité des Malgaches ne disposent pas de l'électricité et quand ils l'ont, elle est coupée la moitié du temps faute de stock de fuel dans les centrales ! Seuls les riches s'en sortent en imposant des salaires de misère dans les entreprises et sur les propriétés agricoles et grâce à la corruption généralisée qui gangrène tout le pays. La souffrance des plus démunis n'empêche pas ces vautours de vivre dans un luxe insolent comme n'importe quel capitaliste des pays riches.

Face à l'urgence d'agir pour sauver la vie des 500 000 Malgaches du sud de l'île menacés de mourir de faim, Rajoelina, le président de la république n'a rien trouvé de mieux que venir se faire filmer dans la région pour y faire la promesse de « *trouver une solution concrète et rapide en faisant installer des centres d'approvisionnement alimentaire à Amboasary Atsimo, Ambovombe, Beloha Androy et Tsihombe* ». Pour vaincre la famine dans le Sud, il a aussi déclaré « *compter sur des projets d'adduction d'eau pour approvisionner les communes et les villages touchés par la sécheresse* ».

En fait, il ne fait que montrer l'impuissance totale de la bourgeoisie malgache à prévenir ce genre de catastrophe humaine. Mais la sécheresse et la minorité de parvenus malgaches ne sont pas les seuls responsables de la situation. Les capitalistes du monde entier profitent aussi de la situation, notamment en obligeant le gouvernement malgache à leur donner accès, quasiment sans retour pour le pays, à ses richesses naturelles (minières et agricoles) et en lui imposant des intérêts exorbitants pour les prêts bancaires dont il a besoin pour faire fonctionner l'économie du pays.

Pour sortir définitivement de cette situation, la classe ouvrière malgache, des villes et des champs, devra mettre fin à cette société capitaliste absurde, incapable d'assurer ne serait-ce que la sécurité alimentaire de la population dans un pays qui possède autant de richesses naturelles.

La dette de l'État malgache doit être effacée. Mais le pays ne pourra se relever tant qu'il sera dirigé par cette classe capitaliste exploiteuse, avide et obsédée par le pillage des richesses du pays.

France

« SÉPARATISME » : CONTRE LA DÉMAGOGIE DE MACRON, UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE

(Nous reproduisons ci-dessous un article de nos camarades de Lutte ouvrière dans leur journal hebdomadaire)

Macron, dans un discours, le 2 octobre aux Mureaux, en France, a choisi sous prétexte de lutte contre l'islamisme radical, de stigmatiser les musulmans. L'opération politicienne est loin d'être terminée, puisqu'une loi devrait être présentée au Conseil des ministres le 9 décembre.

Sous couvert de « renforcer la laïcité » et de « consolider les principes républicains », il a choisi de faire de la démagogie mensongère. La mesure présentée comme la plus importante concerne la scolarisation, qui deviendrait obligatoire dès l'âge de 3 ans. Elle serait destinée, d'après Macron, à empêcher la mise en place d'écoles islamistes illégales. En réalité, sur une estimation de 50 000 enfants qui recevraient un enseignement hors des écoles, la majorité sont des enfants malades.

Impuissant face à la montée du chômage et de la misère, Macron se moque des difficultés dans lesquelles se débattent les travailleurs et les familles, lui dont la politique est toute au service des riches. En revanche, alors que le chômage et la misère explosent, ce serviteur de la bourgeoisie est dans son rôle quand il appuie sur les ressorts permettant de diviser les travailleurs, en insinuant que la fraction présentée comme musulmane serait travaillée par des aspirations au « séparatisme » pour des motifs religieux.

Bien sûr dans les quartiers de certaines villes, des militants de l'islam politique agissent pour imposer leur emprise morale, parfois matérielle, sur les habitants, en particulier ceux de culture musulmane. Tout autant que Macron, ils visent à diviser les travailleurs. Mais, pour contrecarrer leur influence, la seule perspective est que l'ensemble de la classe ouvrière, toutes origines confondues et quelles que soient la nationalité ou la religion, retrouve la perspective des luttes sociales contre Macron, et plus généralement contre le système capitaliste.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.